



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Groupement de commandes

**Contrôles réglementaires, diagnostics techniques
et immobiliers (3 lots)**

N° 25-M-S3Y-040

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)
commun aux 3 lots**

Coordonnateur du groupement de commandes
Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence
Palais de la Bourse
9 La Canebière
CS21856
13221 MARSEILLE Cedex 01

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Conditions d'attribution de la sous-traitance	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
1.7 - Clause de non-exclusivité.....	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel.....	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	7
4.2 - Obligations du titulaire	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	8
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	8
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	8
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	9
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	9
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	9
4.2.8 - Sort des données	9
4.2.9 - Délégué à la protection des données	9
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	9
4.2.11 - Documentation	10
4.3 - Obligations de l'acheteur	10
5 - Missions	10
6 - Durée et délais d'exécution	11
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	11
6.2 - Durée du contrat.....	11
6.3 - Reconduction	11
7 - Prix	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 - Modalités de variation des prix	11
7.3 - Paliers de révision	12
7.4 - Clause butoir	12
7.5 Clause de sauvegarde	12
7.6 Changement d'indice	12
8 - Garanties Financières.....	12
9 - Avance.....	12
10 - Modalités de règlement des comptes	12
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	12
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
10.3 - Délai global de paiement	14
10.4 - Paiement des cotraitants.....	15
10.5 - Paiement des sous-traitants	15

11 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
11.1 - Présentation des livrables.....	16
11.2 - Modifications techniques	16
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations.....	16
12 - Constatation de l'exécution des prestations	16
12.1 - Vérifications	16
12.2 - Décision après vérification.....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	16
15 – Pénalités	17
15.1 – Pénalités de retard	17
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
16 - Assurances	19
17 - Résiliation du contrat.....	19
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
18 - Règlement des litiges et langues	20
19 - Dérogations.....	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Conformément aux articles R125-17 à R125-21 du Code de Construction et de l'Habitation, en tant qu'établissement recevant du public, l'ensemble des bâtiments de la CCIAMP et de ses membres est soumis à l'obligation de réaliser des contrôles techniques avant réception des travaux, des vérifications périodiques réglementaires sur des installations techniques, des diagnostics techniques (amiante et plomb) et des diagnostics immobiliers avant location ou vente.

L'objectif de ce marché est de mutualiser ces prestations au travers d'un marché alloti (3 lots) couvrant l'ensemble des sites du groupement.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Bouches-du-Rhône (sites listés à l'article 2 du CCTP de chaque lot).

D'autres sites de la CCIAMP peuvent être ajoutés tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

Dès la notification du lot 1, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	VERIFICATIONS PERIODIQUES ET CONTROLES TECHNIQUES
02	DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB
03	DIAGNOSTICS IMMOBILIERS AVANT LOCATION OU VENTE

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

La répartition par phase pour le lot 1, pour la réalisation de contrôles techniques avant réception des travaux, est la suivante :

Lot	Phase(s)	Désignation
01	P1	Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique
	P2	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants
	P3	Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants
	P4	Etablissement du rapport final de contrôle technique avant réception
	P5	Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum pour chaque lot est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, avec :

- au titre du **lot 1**, sans seuil minimum et avec un **seuil maximum annuel de 160 000€ HT** pour le groupement
- au titre du **lot 2**, sans seuil minimum et avec un **seuil maximum annuel de 60 000€ HT** pour le groupement
- au titre du **lot 2**, sans seuil minimum et avec un **seuil maximum annuel de 30 000€ HT** pour le groupement

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date, le numéro du marché et le lot concerné ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les lieux d'exécution des prestations ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) conformément au CCTP ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut courir au-delà du terme de l'accord-cadre durant un délai de 3 mois maximum.

Conformément à l'article 3.7.3 du CCAG-PI, le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

1.5 - Conditions d'attribution de la sous-traitance

1. Autorisation et conditions générales

Le titulaire du marché est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties des prestations prévues dans le cadre du marché, sous réserve de l'acceptation préalable de chaque sous-traitant par le maître d'ouvrage et de l'agrément des conditions de paiement. Cette acceptation et cet agrément doivent être formalisés par un acte spécial (formulaire DC4) signé par le titulaire et le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

2. Procédure de déclaration et agrément des sous-traitants

a) **Avant la notification du marché** : La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant la notification et agrément de leurs conditions de paiement.

b) **Après la notification du marché** : Toute demande d'acceptation de sous-traitants introduite après la notification du marché doit être adressée au maître d'ouvrage au moins 21 jours avant l'intervention prévue. Cette demande doit inclure les documents suivants :

- Formulaire DC4 dûment complété et signé, mentionnant la nature des prestations sous-traitées, les conditions de paiement, et les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.
- Formulaire DC2, décrivant les moyens techniques, humains et financiers du sous-traitant.
- Extrait Kbis de moins de trois mois.
- Attestations de régularité fiscale et sociale.
- Attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité.
- Déclaration sur l'honneur relative à la lutte contre le travail illégal et la fraude au détachement.
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en France, accompagnée des copies des autorisations de travail.

3. Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché, y compris celles confiées à ses sous-traitants. En cas de défaillance du sous-traitant, le titulaire est tenu de remédier aux manquements contractuels et d'assumer les conséquences de ces défaillances sans intervention du maître d'ouvrage.

4. Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants est effectué directement par le maître d'ouvrage pour les prestations d'un montant supérieur à 600 € TTC, sous réserve de l'agrément des conditions de paiement. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'ouvrage et au titulaire, en respectant les modalités prévues dans le contrat. Le titulaire doit valider ou refuser la demande dans un délai de 15 jours. En cas d'accord, le maître d'ouvrage procède au paiement dans un délai de 30 jours.

5. Sous-traitance indirecte

Un sous-traitant direct ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qui lui ont été confiées sans l'acceptation préalable du maître d'ouvrage et l'agrément des conditions de paiement. Ces démarches doivent être effectuées par l'intermédiaire du titulaire, et l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect ne peut débuter avant l'acceptation formelle par le maître d'ouvrage.

6. Obligations de confidentialité

Le titulaire est tenu de garantir que ses sous-traitants respectent les obligations de confidentialité et de sécurité imposées par le marché. Toute divulgation non autorisée d'informations confidentielles par un sous-traitant peut entraîner la résiliation du marché pour faute.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.7 - Clause de non-exclusivité

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander pendant la durée de validité de l'accord-cadre et auprès d'un autre prestataire que le titulaire, des prestations correspondant à l'objet du présent marché dans la mesure où le titulaire ne serait pas en mesure de l'exécuter ou de répondre aux bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur ou dans le cadre précis d'une opération exceptionnelle qui pourrait modifier substantiellement l'économie du marché. Les prestations portant sur l'objet du présent marché seront réalisées par un autre prestataire dans le cadre d'un autre marché dans le respect des règles de la commande publique.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) du lot et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot et ses 3 annexes
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le(s) bordereau(x) des prix unitaires (BPU) du lot
- Le cadre de réponse technique (CRT) justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution des prestations du lot concerné

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est celui de la durée du marché.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@cciamp.com

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen d'un mail.

Le Titulaire s'engage à notifier à la CCIAMP toute violation de données par email à l'adresse dpo@cciamp.com dès que possible et au maximum dans un délai de vingt-quatre (24) heures.

La notification devra décrire la nature de la violation de données y compris les catégories et le nombre de Personnes concernées, le nom de la personne en charge du traitement concerné, les conséquences de la violation de données, les mesures prises pour y remédier, ainsi que le calendrier envisagé pour les mettre en œuvre, en limiter les conséquences, et en prévenir la récurrence.

Le Titulaire s'engage à rechercher l'origine de la violation de données et à mettre en place toutes mesures correctives afin d'y mettre un terme et d'en limiter les conséquences et la récurrence. Le Titulaire s'engage également à assister la CCIAMP dans la mise en œuvre des notifications éventuellement nécessaires auprès des autorités compétentes et/ou des Personnes concernées.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes :

Conformément à l'article R 2184-13 du Code de la commande publique, les données traitées dans le cadre de ce marché seront conservées pendant une durée minimale de cinq ans.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Missions

Le détail des missions pour la réalisation de contrôles techniques avant réception des travaux (lot 1) est le suivant :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
Lot 01	L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
	S	Sécurité des personnes dans les constructions
	P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
	F	Fonctionnement des installations
	Ph	Isolation acoustique des bâtiments
	Th	Isolation thermique et économies d'énergie
	Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
	Brd	Transport des brancards dans les constructions
	LE	Solidité des existants
	Av	Stabilité des avoisinants
	GTB	Gestion technique du bâtiment
	ENV	Environnement
	HYS	Hygiène et santé dans les bâtiments
	CO	Coordination des missions de contrôle

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est mars 2026.

6.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de la date de notification d'attribution au titulaire du contrat.

Les délais d'exécution des prestations ou de remise de livrables sont fixés dans le CCTP de chaque lot.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 90 jours avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent tous les frais techniques (notamment visite de reconnaissance, l'élaboration de la stratégie des échantillons, les prélèvements, la rédaction des rapports), toutes les taxes et les frais tels que déplacements, repas et hébergement. Tous les frais autres et annexes à la réalisation des présentes prestations sont à la charge exclusive du titulaire.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **janvier 2026** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire du marché, suivant les modalités fixées ci-dessous.

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du présent marché est l'indice – prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 71 – Services d'architecture et d'ingénierie ; services de contrôle et analyses techniques (Prix de Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766666).

La révision annuelle est effectuée par application aux prix d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = Po * (0,65\% + 0,35\% (In/Io))$$

*prix initial

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et n , la valeur de l'indice du trimestre précédent la révision.

Les prix des prestations ainsi révisés seront fermes et invariables pour la période concernée.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

7.3 - Paliers de révision

Les prix ne sont révisables qu'à partir d'une augmentation ou d'une baisse du prix révisé (P année N) égale ou supérieure à 1 % par rapport au prix consécutif à la dernière révision pratiquée (P année $N-1$).

7.4 - Clause butoir

Dans le cas d'une augmentation ou d'une baisse du prix révisé (P année N) inférieure ou égale à 3 % par rapport au prix consécutif à la dernière révision pratiquée (P année $N-1$), la révision de prix sera pratiquée telle que calculée.

Dans le cas d'une augmentation ou d'une baisse du prix révisé (P année N) supérieure à 3 % par rapport au prix consécutif à la dernière révision pratiquée (P année $N-1$), la révision de prix sera plafonnée à 3 %.

7.5 Clause de sauvegarde

Dans le cas d'une augmentation du prix révisé (P année N) égale ou supérieure à 6 % par rapport au prix initial figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (P_0), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application de la révision envisagée sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

7.6 Changement d'indice

En cas de disparition d'un des indices, tout indice analogue ou qui lui serait substitué sera appliqué après accord du titulaire.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs




Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le prestataire a obligation d'adresser ses factures sous forme électronique**, au travers de la plateforme **Chorus Pro** : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les demandes de paiement seront adressées à l'établissement concerné par la prestation :

Établissements	Adresses de facturation								
CCIAMP	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>CCIAMP 9 La Canebière Palais de la Bourse CS21856 13221 Marseille cedex 01</p> <p>Et seront <u>déposées sur ChorusPro</u> :</p> <table border="1"> <tr> <td></td><td><u>Référence facture électronique</u></td></tr> <tr> <td>N° de SIRET</td><td>181.300.021.00019</td></tr> <tr> <td>N° du bon de commande (n° d'engagement)</td><td>BCxxxxxxxxx</td></tr> <tr> <td>Code service</td><td>Néant</td></tr> </table>		<u>Référence facture électronique</u>	N° de SIRET	181.300.021.00019	N° du bon de commande (n° d'engagement)	BCxxxxxxxxx	Code service	Néant
	<u>Référence facture électronique</u>								
N° de SIRET	181.300.021.00019								
N° du bon de commande (n° d'engagement)	BCxxxxxxxxx								
Code service	Néant								
SASU Anse de la Réserve	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>Port de l'Anse de la Réserve 34 bd Charles Livon 13007 Marseille</p> <p>Et seront <u>envoyées à l'adresse mail</u> ci-après : contact@portanserereserve.com</p>								
SASU Les Escampons	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>Les Escampons 9 La Canebière Palais de la Bourse CS21856 13221 Marseille cedex 01</p> <p>Et seront <u>envoyées à l'adresse mail</u> ci-après : comptaescampons@cciamp.com</p>								
SCI Bastide Grand Pré	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>La Bastide de Grand Pré 9 La Canebière Palais de la Bourse CS21856 13221 Marseille cedex 01</p> <p>Et seront <u>envoyées à l'adresse mail</u> ci-après : comptaescampons@cciamp.com</p>								

SA ESCM	<p>Les factures seront libellées à l'adresse suivante :</p> <p>Ecole Supérieure Commerce Marseille 35 rue Sainte Victoire 13006 Marseille</p> <p>Et seront <u>envoyées à l'adresse mail</u> ci-après : comptaescampons@cciamp.com</p>
----------------	---

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir :

- Il en informe sans délai le représentant du membre concerné et prend toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Il propose au représentant du membre concerné un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.
Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

Au titre du lot 1, le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;

- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
 - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions indiquées au CCTP.

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phases ET Missions du prestataire définie au CCAP.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées selon les dispositions du CCTP.

En l'absence d'indications notées dans le CCTP, les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues au CCTP et, en l'absence de ces dernières, à l'article 29 du CCAG-PI.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Les travaux entrent dans le champ d'application de la garantie décennale, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

Les travaux feront l'objet de la garantie biennale de bon fonctionnement, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 – Pénalités

15.1 – Pénalités de retard

Le **Titulaire** du présent contrat est soumis à des obligations de résultat dont le respect conditionne le paiement intégral des factures dues. En cas de non-exécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution des prestations objet du présent contrat, des pénalités pourront être appliquées (voir tableau ci-après). Toutes ces pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, ces pénalités sont applicables de plein droit, dès constatation du manquement, sans mise en demeure préalable du **Titulaire**.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités appliquées ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000€ pour l'ensemble du marché.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent contrat fait l'objet d'un constat par le **Pouvoir Adjudicateur** qui est notifié au **Titulaire** et donne lieu à l'application de pénalités cumulables qui s'imputent sur le règlement de la période. Il appartient au **Titulaire** de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Concernant le décompte des pénalités :

- Pour les pénalités se calculant en heures, toute heure commencée est comptée comme une heure ;
- Pour les pénalités se calculant en jours, tout jour commencé est compté comme un jour.

Chaque pénalité sera déduite du montant € HT du décompte correspondant.

Ces pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure à laquelle seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, et d'eau du fait des compagnies distributrices et non imputables au **Titulaire**.

Les pénalités suivantes s'appliqueront pour chaque constat du **Pouvoir Adjudicateur** de non-respect des obligations décrites dans le cahier des charges ou de prestations non conformes.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, tout retard constaté dans l'exécution de la prestation ou dans les délais contractuels de remise des documents de la prestation entraînera une pénalité mentionnée ci-après :

LOT 1

Obligations de résultats et remise de documents sur les VERIFICATIONS PERIODIQUES		
LIBELLÉ	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en €
Non-remise de la proposition du planning des interventions pour chaque membre du groupement (8.4.1 du CCTP Lot 1)	Annuellement à compter de la notification	100 € par jour calendaire de retard et par planning
Non-remise du rapport de vérification pour les vérifications périodiques (art. 8.3.6 du CCTP Lot 1)	A chaque rapport	150 € par jour calendaire de retard
Remplissage non-conforme du registre de sécurité (art. 8.3.5 du CCTP Lot 1)	A chaque intervention	250 € par manquement

Obligations de résultats et remise de documents sur les CONTRÔLES TECHNIQUES		
LIBELLÉ	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en €
Défaut de qualification du personnel d'intervention suite à une récusation de l'interlocuteur du membre du groupement concerné (art. 12.3 du CCTP Lot 1)	A chaque constat	100 € par jour calendaire de retard
Non remise de rapport concernant les phases 1, 4 et 5 (art. 13.2.2 du CCTP Lot 1), Q18 (art. 14.1.1 du CCTP Lot 1) et attestation d'accessibilité aux personnes handicapées (art. 14.1.2 du CCTP Lot 1)	A chaque acte	150 € par jour calendaire de retard
Non-remise du tableau récapitulatif des documents reçus par le contrôleur technique (art.13.2.3 du CCTP Lot 1)	A chaque réunion de chantier	100 € par jour calendaire de retard
Absence à une réunion et aux convocations du maître d'ouvrage ou de son représentant (art.13.2.3 du CCTP Lot 1)	A chaque réunion	250 € par absence

LOT 2

Obligations de résultats et remise de documents DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB		
LIBELLÉ	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en €
Non-remise du dossier technique amiante ou de diagnostic plomb (art.9 et 10.3 du CCTP Lot 2)	A compter de la demande	150 € par jour calendaire de retard

LOT 3

Obligations de résultats et remise de documents DIAGNOSTICS IMMOBILIERS		
LIBELLÉ	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en €
Défaut de qualification du personnel d'intervention suite à une récusation de l'interlocuteur du membre du groupement concerné (art. 5.3 du CCTP Lot 3)	A chaque constat	100 € par jour calendaire de retard
Non-remise du rapport de diagnostic (art. 6.2.2 du CCTP Lot 3)	A compter de la demande	150 € par jour calendaire de retard à compter de la fin du délai d'exécution fixé par le bon de commande

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette attestation sera déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Aix Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié au pouvoir adjudicateur chaque année pendant la durée de l'accord-cadre : le titulaire devra spontanément déposer une copie de l'attestation d'assurance sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Aix Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr> et ce au maximum un mois après l'échéance de la police en question,

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Concernant le lot 2, en cas de certification non valide, passé le délai d'un mois maximum pour le renouvellement de ladite certification, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre sans aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles